

Bolivie. Procès des principaux accusés du coup d'état de 2019

Image not found or type unknown

La Paz, 16 janvier (RHC) La justice bolivienne a approuvé le procès de 10 anciens hauts fonctionnaires pour le coup d'État de 2019, bien que des personnalités locales estiment que d'autres coupables, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ne sont toujours pas au banc des accusés.

Lorsque le procès qui a commencé le 12 janvier jugera le groupe d'accusés, ayant à leur tête l'ex-présidente de facto, Jeanine Áñez, il n'aura devant lui que des visages visibles d'un crime national dévastateur, commis par les États-Unis.

Parmi ceux qui pointent du doigt Washington, il y a l'ancien président Evo Morales, la principale cible du coup d'état, qui a annoncé publiquement de nouvelles preuves de la participation de Washington.

Le leader actuel du Mouvement pour le socialisme a publié sur le réseau social Twitter les preuves du rôle des États-Unis dans l'action anticonstitutionnelle qui l'a renversé le 10 novembre 2019.

Morales a demandé à la Maison-Blanche de confirmer ou de nier si une photo montrant Bruce Williamson, alors chargé d'affaires, et Marco Aurelio Julio, ancien vice-ministre de la communication du gouvernement de facto, "a été prise lors de l'auto-proclamation d'Áñez au Parlement".

L'ancien dirigeant a ajouté d'autres preuves de la responsabilité de Washington dans le fait, "qui a causé la mort de 38 frères indigènes, des persécutions, des tortures et des exécutions extrajudiciaires".

Selon diverses sources, outre les 10 accusés dans l'affaire du coup d'État II, dont plusieurs commandants de l'armée et de la police, d'autres auteurs notoires de coups d'État, comme l'ancien ministre Arturo Murillo et l'homme politique de droite Luis Fernando Camacho, auraient dû comparaître.

L'ancien militaire est poursuivi depuis mai dernier aux États-Unis pour blanchiment d'argent et corruption, et l'actuel gouverneur de l'est du département de Santa Cruz reste impuni, malgré la volonté officielle de le traduire en justice.

Un procès jugera, le moment venu, les deux protagonistes insaisissables du coup d'État. Et d'autres encore, comme ceux dénoncés le 12 janvier par l'ex-députée Lidia Patty et son avocat Marcelo Valdés.

L'activiste politique et son avocat, qui sont chargés d'intenter des poursuites contre Áñez et certains complices, ont révélé qu'ils exigeront l'inculpation de 10 militaires impliqués dans l'évasion planifiée sous le gouvernement de facto, de Murillo lui-même et de l'ancien ministre de la Défense Luis Fernando López.

(Extrait de Orbe)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/282977-bolivie-proces-des-principaux-accuses-du-coup-detat-de-2019>



Radio Habana Cuba